

Déclaration CGT-INRA

L'INRA, comme tout le service public de recherche et d'enseignement supérieur, a été sérieusement mis à mal ces dernières années ; cela aussi bien au plan budgétaire que structurel. Les financements se sont précarisés, dispersés entre de multiples appels d'offres, y compris internes. Les « investissements d'avenir » provenant des revenus du Grand Emprunt sont le dernier avatar de cet assujettissement de nos laboratoires. Notre organisme est ainsi aujourd'hui de plus en plus asservi aux intérêts des multinationales et du capital financier; ce qui est gravissime au vu des enjeux scientifiques et

techniques qui nous sont posés et de la nécessaire indépendance que nous devons avoir pour y répondre.

Or, les résultats des élections sanctionnent clairement le gouvernement Sarkozy. Les électeurs ont rejeté sa politique d'austérité, de casse méthodique de nos acquis sociaux (retraites, sécurité sociale) et de privatisation à peine dissimulée des services publics : baisse du nombre de fonctionnaires et de leur pouvoir d'achat, accroissement de la précarité, mise en concurrence des personnels.

Dans ce contexte, la CGT-Inra considère que la pérennité des EPST avec les moyens humains et financiers de leur indépendance et le seul garant d'une recherche indépendante de qualité. A ce titre, elle revendique :

- La mise en place d'un véritable plan de titularisation de tous les non-titulaires correspondant à des besoins permanents, en lieu et place de l'actuelle loi qui maintient la majorité d'entre eux dans la précarité (6 CDIables pour 1470 non-titulaires).
- La fin de la RGPP, outil de destruction massive des emplois et des services publics, dont le seul objectif est en fait de répondre à la réduction des dépenses publiques exigées par l'Europe
- La suppression du CIR, du Pacte pour la Recherche, de la LRU, et de toutes les superstructures créées à l'extérieur des organismes de recherche et des universités tels que l'ANR, les PRES, les Alliances, et Fondations de Coopération Scientifique (FRB)
- La suppression des IDEX outil de démantèlement de la recherche publique, en annulant les conventions déjà signées, en premier celle très symbolique de Saclay
- La suppression de l'AERES, créée pour exacerber la concurrence entre équipes et entre unités de recherche, et dont les priorités s'accordent avec des définitions d'excellence à courte visée
- La mise en place d'un budget permettant la pleine réalisation des objectifs de la recherche publique avec les économies générées par la suppression des agences d'objectifs extérieures aux organismes
- L'instauration d'une dotation annuelle permettant véritablement aux unités de recherche de fonctionner normalement (> 20.000€ par chercheur).

Cette politique de casse du service public a été appliquée par la DG de l'INRA ce qui a conduit à une baisse des dotations budgétaires aux laboratoires et du personnel permanent (360 en moins depuis 2002 soit 4,2%) ainsi qu'à une hausse de la précarité. Dans le même esprit, une déstructuration méthodique de l'INRA a été entamée avec la fondation Agreenium, le lancement des métaprogrammes, l'acceptation du dessaisissement de nos prérogatives concernant l'orientation des recherches au profit de l'ANR ou les restructurations des Unités Expérimentales. Enfin les personnels ont été mis en concurrence pour l'accès aux moyens financiers, notamment par le biais de l'ANR. Dans cet esprit l'instauration des primes dites d'excellence contribue à la déstabilisation des collectifs de recherche.

Signé avec un gouvernement désavoué par les Français, le Contrat d'Objectifs INRA-Etat 2012-2016 devrait donc être

considéré comme caduc. Cependant la DG s'est empressée de le rendre public le 4 mai. Il est alors légitime de se poser la question de l'intention de la DG qui clairement espérait figer les orientations affichées dans le Contrat d'Objectifs renforçant les liens avec le privé, la montée en puissance d'Agreenium, le démantèlement de l'INRA via la structuration régionale par la fusion de centres et par une politique « d'optimisation des fonctions de supports », euphémisme qui masque la volonté d'externaliser des métiers dits périphériques. La montée en puissance des métaprogrammes et de la politique dite « d'excellence » sont autant d'objectifs qui conduisent à la déstructuration des collectifs de recherche, à la mise en concurrence des personnels et à la perte d'indépendance de la recherche vis-à-vis des intérêts privés et que le que le scrutin a invalidé.

Dans ce contexte, la CGT-Inra attend que la DG donne un signe fort à tous les personnels d'une politique clairement en rupture avec ses objectifs et ses méthodes passées. Nous revendiquons plus que jamais :

- L'arrêt de l'application de la RGPP, et notamment des fusions de centres (Orléans-Tours, PACA), de départements (BV-GAP) et de services (notamment UE et SDAR)
- Un moratoire sur les transformations d'IE en UE, avec effet rétroactif pour celles qui ont été transformées en 2012
- La suppression de la PES et une réattribution des fonds aux avancements de tous
- L'abandon de la politique de métaprogrammes et le retour de la maîtrise des orientations scientifiques par les départements
- L'abandon de la politique des brevets sur le vivant, ainsi que la pérennité du GEVES
- Le désengagement des IDEX et en premier lieu de l'opération UPS-Saclay
- L'abandon d'Agreenium
- L'annulation du contrat d'objectif